

Questions orales

M. le Président: Est-ce que l'honorable députée est prête à poser une question? Je m'excuse... car j'ai écouté au commencement de son intervention encore un préambule. A la fin j'ai écouté une question, et je suis prêt à la réécouter.

Mme Pépin: La réponse de la ministre implique-t-elle que le nouveau gouvernement a changé de cap et entend dorénavant restreindre l'entrée au Canada de réfugiés, particulièrement ceux en provenance de pays totalitaires, puisque ce sont les personnes qui sont les plus persécutées?

[Traduction]

L'hon. Flora MacDonald (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, nous n'avons pas changé de façon de procéder. Ce sont là les règlements qui ont été établis par mon prédécesseur, surtout pour ce qui concerne ces six personnes.

M. Nunziata: Deux personnes ont reçu des excuses; à qui les prochaines?

* * *

L'ÉCONOMIE

L'EXPOSÉ ÉCONOMIQUE—LES RÉPERCUSSIONS SUR L'EMPLOI

M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au très honorable premier ministre. Ce dernier sait parfaitement que nous essayons de savoir depuis plusieurs jours quelles répercussions directes auront sur l'emploi les coupures budgétaires et les augmentations d'impôt figurant au programme de son gouvernement. Je me vois obligé de soulever la question de nouveau aujourd'hui, étant donné que le premier ministre a déclaré hier soir, au grand dîner organisé à l'occasion de la conférence des assureurs, à Toronto: «Notre analyse économique permet de conclure que ce programme n'a pas d'effets négatifs, d'un point de vue quantitatif, sur la création d'emplois dans notre pays». Pas plus tard qu'avant-hier, son ministre des Finances a dit exactement le contraire à la Chambre, en affirmant que la politique du gouvernement entraînerait en 1986 une légère diminution du nombre d'emplois. Le premier ministre voudrait-il bien nous expliquer quel est celui des deux qui dit vraiment la vérité à la Chambre des communes et à la population?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, si je ne m'abuse, la réponse du ministre des Finances ne contredit pas ma déclaration, puisqu'il a dit que l'écart ne serait pas significatif sur le plan statistique. Cela revient exactement à ce que j'ai affirmé moi-même. Comme vous le savez, le nombre d'emplois va augmenter au cours de la prochaine année financière. Les taux d'intérêt ont encore baissé de près d'un quart de point aujourd'hui, l'inflation est de 3.8 p. 100 et les consommateurs reprennent confiance très rapidement si l'on en juge par ce que le Conference Board vient d'annoncer ce matin. Tous ces symptômes sont positifs.

LES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES—LA POSITION DU PREMIER MINISTRE

M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap): Monsieur le Président, le premier ministre déclare d'un côté à Toronto qu'il n'y

aura aucun changement quantitatif important, et il affirme par ailleurs qu'il est impossible de mesurer ce genre de chose. Je voudrais qu'il précise sa pensée. Veut-il dire que nous devons nous attendre à un accroissement des investissements au Canada ainsi qu'à une relance de la croissance et de la création d'emplois par suite des coupures effectuées par le gouvernement et des augmentations d'impôt? Est-ce vraiment ce qu'il prétend?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Ce que je dis, monsieur le Président, c'est que la politique éculée que les libéraux et leurs alliés du NPD ont préconisée pendant des années s'est soldée par un échec complet. Au contraire, les nouveaux programmes que le ministre des Finances a annoncés et qui ont été accueillis avec enthousiasme dans l'ensemble du pays permettront de donner aux Canadiens les emplois durables dont notre pays a besoin. Voilà le fond de ma pensée.

* * *

[Français]

L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE

LES JEUNES—LES COMPRESSIONS BUDGÉTAIRES

L'hon. Jean Lapierre (Shefford): Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État.

Au même moment où il est assis confortablement, près d'un millier d'étudiants sont dehors pour essayer de faire connaître au gouvernement leurs préoccupations quant aux coupures que ce gouvernement-ci entend faire à leur sujet. On sait que le gouvernement a l'intention de couper les emplois d'été, couper les prêts aux étudiants, couper les transferts au niveau de l'éducation postsecondaire, et près d'un millier d'étudiants ont bravé le froid pour venir communiquer un message au ministre et aux autres membres de son gouvernement. J'aimerais donc demander au ministre comment il peut justifier son refus d'aller rencontrer des citoyens canadiens à part entière qui veulent transmettre leurs préoccupations au gouvernement au lieu de tout simplement ignorer une manifestation comme celle-là, de jeunes qui veulent participer pleinement au débat sur leur avenir.

[Traduction]

L'hon. Walter McLean (secrétaire d'État): Monsieur le Président, je suis gré à mon collègue d'avoir posé cet importante question et d'avoir soulevé un problème non moins important. Je voudrais qu'il sache que je ne prends pas la situation des étudiants à la légère. Il est peut-être au courant que la semaine dernière, lorsque la Fédération canadienne des étudiants multipliait les démarches auprès des caucus de tous les partis, j'ai passé une heure avec le ministre de l'Emploi et de l'Immigration à discuter des préoccupations que suscitaient dans tout le pays le Programme canadien de prêts aux étudiants et le financement des universités canadiennes. Que le député se rassure: je vais rencontrer les ministres provinciaux de l'Éducation sous peu et nous amorcerons le dialogue sur l'avenir de l'enseignement postsecondaire au Canada.